

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

CARCASSONNE, le 27/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Orano Cycle Malvesi

Z.I. de Malvesi - Route de Moussan
CS 10222
11100 Narbonne

Références : 2023-314
Code AIOT : 0006600247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2023 dans l'établissement Orano Cycle Malvesi implanté Route de Moussan BP 222 11100 Narbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Orano Cycle Malvesi
- Route de Moussan BP 222 11100 Narbonne
- Code AIOT : 0006600247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

ORANO exploite sur le site de Narbonne Malvésí une installation de conversion d'uranium naturel. Cette activité relève de la réglementation ICPE et est encadrée et autorisée par arrêté préfectoral (n°DREAL-UID11-2017-077). Compte tenu de la nature des substances et des quantités susceptibles d'être présentes sur le site, cet établissement est classé SEVESO seuil Haut, par dépassement de la rubrique ICPE 4110-3.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- accidentologie
- vieillissement des installations (article 5 de l'arrêté ministériel de 2000)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Vieillessement des capacités et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le thème principal de cette inspection concerne l'accidentologie, thème relatif à une action nationale déployée sur les sites ICPE SEVESO en 2023.

Le suivi des évènements et des incidents du site est correctement réalisé par l'exploitant qui bénéficie d'un système de gestion de la sécurité régulièrement mis à jour. Toutefois, l'inspection relève qu'une information plus rapide de l'inspection des installations classées doit être mise en oeuvre pour certains évènements.

Des actions complémentaires de la part de l'exploitant sont attendues afin de clôturer certains constats.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a mis en place un système de gestion de la sécurité avec des procédures rattachées qui concernent l'ensemble du site. Lors de la visite, deux procédures ont été notamment vues par l'inspection : note d'organisation (n°CXM-11-002842) et procédure demande d'intervention maintenance. L'exploitant établi un plan d'entretien qui liste l'ensemble des équipements à contrôler ainsi que leur fréquence de contrôle associée. Ce plan d'entretien est géré via le système de gestion "SAP" du site. Lors du contrôle, si une défaillance est détectée, le chef de poste ou le référent technique établi un avis de panne. Ces avis de panne sont classés par ordre de priorité (tableau de cotation) et arrivent auprès de l'équipe maintenance. Une réunion quotidienne a lieu entre l'équipe de la maintenance et les chefs de poste pour déterminer l'urgence de la panne (priorisation/cotation). Les avis de panne sont alors transformés en ordre de travail pour l'équipe maintenance. Lorsqu'une défaillance/panne avec un impact "majeur" sur la sécurité du site est relevée, cet écart est remonté lors de la réunion quotidienne (matin) de l'équipe maintenance avec le service sécurité (2SR). Une défaillance qui touche les lignes HF, NH3 ou encore une MMR fait l'objet d'une ouverture de constat systématique, d'une analyse des causes et de l'établissement d'une fiche d'action corrective. Par ailleurs, le service sécurité (S2R) établit et met à jour un tableau de suivi des événements (type défaillance, panne,...) en lien avec la sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des évènements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Constats : Le site dispose d'une consigne générale relative à la sécurité (consigne n° CXM-13-000897) et de consignes spécifiques pour différents type d'évènements, notamment en lien avec la sécurité des installations.</p> <p>Ces consignes prévoient que le chef de poste, ou le responsable de l'installation, prévient immédiatement le service environnement-sécurité (SECQ) du site, au sein duquel est rattaché le service 2SR, lorsqu'il est constaté tout évènement en lien avec la sécurité de l'installation.</p> <p>Les évènements sont reportés dans l'application "constat", application interne au site qui liste l'ensemble des défaillances constatées lors de contrôle et remplit par le chef d'installation. Ces évènements font l'objet d'une première cotation dans l'application "constat" ainsi qu'une deuxième analyse/cotation par le service sécurité 2SR qui dispose par ailleurs de son propre tableau de suivi des évènements en lien avec la sécurité des installations. La grille de cotation de l'évènement utilisée pour le classer est l'échelle ASSES, échelle interne ORANO basée sur l'échelle ARIA.</p> <p>Afin de vérifier la cohérence entre la réalité et les procédures du SGS de l'exploitant, l'inspection a vérifié le suivi mis en place concernant l'incident ayant eu lieu le 07/11/22, identifié sous le n°22M-000183 comme "fuite de gaz NH3" et mentionné dans le rapport d'incident transmis à la DREAL mensuellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'évènement "fuite" est mentionné dans le carnet de quart (recense tous les évènements de la période d'exploitation associée). - L'évènement est bien mentionné dans l'application constat, la cotation est associée. - L'évènement apparaît également dans le tableau de suivi réalisé par le service sécurité 2SR, la cotation est associée. - Le plan d'action proposé et l'action de réparation associée sont également détaillés. L'évènement est indiqué comme clôturé au 10/01/23. Le logiciel interne SAP permet de tracer l'ensemble des opérations de réparation effectué. <p>Concernant l'évènement précédemment cité, l'inspection constate une certaine récurrence de l'identification de fuites de gaz NH3 ces derniers mois (tracés dans le suivi des évènements) : à date de l'inspection 5 fuites sur des brides/vannes concernant le circuit NH3 ont été recensées --> 1 en novembre, 1 en décembre, 1 en janvier et 2 en février.</p> <p>Si l'inspection constate que chaque évènement de type fuite NH3 a fait l'objet d'une prise en charge et d'une réparation : resserrage, changement,... elle rappelle toutefois à l'exploitant que la récurrence de ce type d'évènements, qui peuvent être qualifiés de "signaux faibles", doit faire l'objet d'une attention particulière de sa part.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris la mesure de ces évènements et avoir engagé une réflexion au niveau du site depuis mars 2023. A ce titre, un groupe de travail dédié à ce sujet est en cours de constitution et se réunira d'ici l'été, il impliquera le service sécurité (2SR) du site de Malvesi mais</p>

également Orano au niveau du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
Constats : Les anomalies et défaillances pouvant toucher des MMR sont également enregistrées. Elles bénéficient du même enregistrement/suivi/traitement que décrit précédemment (constat 1&2).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : L'exploitant dispose d'un Système de gestion de la sécurité. Il fait évoluer, évalue et met à jour régulièrement ses procédures : l'inspection a ainsi pu constater que les procédures vues le jour de la visite sont révisées régulièrement. La direction du site est impliquée dans la politique de prévention et de suivi des accidents : des réunions quotidiennes ont lieu entre le service maintenance et le service sécurité (SECQ) directement rattaché à la direction du site. Par ailleurs, un panneau concernant l'accidentologie est mis en place à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme</p>
Constats : L'inspection des installations classées est destinataire d'un rapport mensuel transmis par l'exploitant qui relate la surveillance environnementale du site mais également le reporting mensuel des événements/incidents. L'inspection constate la transmission de ce reporting mensuel se fait avec un décalage, qui peut atteindre jusqu'à 3 mois. Ainsi certains événements ne sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées que 2 à 3 mois plus tard via ce reporting. Dans ce contexte, l'inspection relève que l'événement n°22M-000196, qui a entraîné la désactivation des sondes de détection HF du site (stockage) du 25/11/22 au 28/11/22, n'a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées que via le rapport mensuel transmis le 3 février 2023. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. L'organisation mise en place pour informer l'inspection d'un événement, notamment tout incident touchant à la sécurité du site, et les critères définis pour cette information doivent faire l'objet d'un réexamen afin de s'assurer de satisfaire la remontée d'information de l'inspection. Une lettre préfectorale de suite rappelant ce point à l'exploitant est proposé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 6 : Vieillessement des capacités et tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des capacités et tuyauteries
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et — les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et — les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé. <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.</p> <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> — l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ; — le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013. <p>Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.</p>
Constats : D'après la liste des installations fournie par l'exploitant et l'étude de danger du site, les

installations qui peuvent être concernées par le suivi du vieillissement des installations mentionnées à l'article 5 de l'arrêté de 2000 sont les suivantes :

- capacité > 10 m³ pour la mention de dangers H400 (pour le NH₃) et les tuyauteries associées de DN 80 : le site dispose de 4 capacités > 10m³ (2 de 80 m³ et 2 de 100 m³). Le site dispose de 4 bras de dépotage (les tuyauteries sont en DN 50, seule une partie du bras de dépotage est en DN 80).
- capacité > 100 m³ pour la mention de dangers H300 (pour le HF) et les tuyauteries associées de DN 100 : le site dispose de 1 capacité de 100 m³ (cuve R3404). Le site dispose d'un bras de dépotage (tuyauterie de DN < 75 mm).

Concernant la cuverie :

Le DT90 "Guide professionnel pour la définition du périmètre du 04 octobre 2010" indique en exclusion pour les capacités et tuyauteries :

"L'arrêté exclut néanmoins certaines tuyauteries et capacités :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement, c'est-à-dire les canalisations de transport (pipeline, gazoducs, etc.) ;
- les tuyauteries et capacités visés par l'arrêté du 15 mars 2000 ;
- les tuyauteries et capacités visées aux points b) à e) ci-dessus pour lesquels une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important..."

Compte tenu de ce qui précède, la soumission d'un équipement à l'AM du 20/11/2017 (remplace l'AM 15/03/2000) relatif aux Equipement sous pression (ESP) permet de s'exonérer de son suivi au titre du suivi du vieillissement des installations mentionnées à l'article 5 de l'arrêté de 2000. L'exploitant a indiqué réaliser le suivi des 3 cuves > 10m³ (NH₃) conformément à la réglementation ESP, ce qui l'exonère de leur suivi au titre du vieillissement.

Concernant la cuve >100 m³ (HF), celle ci est maintenue vide par l'exploitant, elle n'est pas utilisée et est identifiée comme "cuve de secours". Dans ce cadre l'exploitant indique qu'elle ne fait pas l'objet d'un suivi.

L'inspection note que le fait d'être vide lui permet de bénéficier potentiellement du chômage. En effet, un équipement à l'arrêt est considéré au « chômage » par l'exploitant lorsque ses conditions de conservation respectent les dispositions définies par le guide "chômage" numéro GCE 2021-01 rév. 0, version du 3/12/2021. Dans ce contexte, si ces dispositions sont respectées, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle (inspection et requalification périodiques), dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique ou d'une requalification périodique, si son échéance est dépassée. L'exploitant devra préciser le respect des dispositions sus-cités à l'inspection sous 2 mois afin de justifier la mise au chômage de cette installation.

Concernant les bras de dépotage :

L'exploitant indique que les 4 bras de dépotage NH₃ sont suivis au titre des ESP et que le bras de dépotage HF est changé annuellement, ce qui l'exonère du suivi.

En ce qui concerne les bras de chargement, l'inspection précise que le suivi en service au titre des ESP est applicable pour l'ensemble des bras (article 6.3 de l'AM du 20/11/2017), et que l'exploitant doit justifier de l'absence de dépassements des contrôles réglementaires et du suivi des préconisations du fabricant. Au regard de la pratique pour le bras HF (changé annuellement), les

inspections périodiques et/ou requalifications périodiques n'auront toutefois jamais lieu.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué tenir à la disposition de l'inspection l'ensemble du suivi au titre des ESP des installations mentionnées ci-dessus. La vérification de ce point, qui s'effectue par sondage sur contrôle documentaire, est renvoyée à une inspection ultérieure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois